

Lettre ouverte aux parents d'élèves et aux enseignants et à tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de l'école publique

Les attaques contre l'école publique (primaire, secondaire, supérieur) se multiplient. Elle subit des réductions de moyens au motif que les caisses de l'Etat seraient vides. Nous savons à présent que c'est faux puisqu'il a été possible de trouver 360 milliards pour les banquiers. Nous demandons donc la restitution des moyens pris à l'école publique et la suppression de toutes les mesures Darcos de 2007-2008 et de la loi Fillon de 2005.

4 questions à se poser pour l'avenir de nos enfants...

1) Comment faire une meilleure école avec moins d'enseignants, de la maternelle à l'université ?

11200 suppressions de postes en 2008 en France, 13 500 à la rentrée 2009, 90 000 pour la période 2007-2012, c'est :

- des classes de plus en plus chargées dans les écoles, les collèges et les lycées où chaque élève aura moins d'écoute et d'attention
- des classes où il sera d'autant plus difficile d'apprendre à « vivre ensemble »
- la disparition des réseaux d'aide (enseignants spécialisés et psychologues qui aident les enfants sur le temps scolaire)
- l'impossibilité d'accueillir à l'école les enfants de moins de 3 ans
- diminution des postes détachés dans les associations complémentaires de l'école qui offrent des accompagnements culturels, sportifs et de solidarité.

Tous ces postes sont supprimés alors que depuis 2003-2004 les effectifs de l'école élémentaire augmentent de 20 000 à 30 000 par an et que cette hausse va se répercuter au collège dès la rentrée prochaine.

900 postes d'enseignants-chercheurs supprimés à l'université à la rentrée 2009, c'est :

- l'impossibilité de dédoubler les cours d'amphi alors qu'on sait que c'est le meilleur remède contre l'échec en 1^{ère} année
- l'impossibilité d'étendre le contrôle continu qui permet pourtant aux étudiants de mieux organiser leur travail au cours du semestre.

Voilà l'école publique appauvrie, de la maternelle à l'université !

« ODP (Option de découverte professionnelle) »
« Aide personnalisée »
« MDP (Module de découverte professionnelle) »
« Conseil pédagogique »
« NVS (Note de vie scolaire) »
« ANR » (agence nationale de remplacement)
« RGPP » (révision générale des politiques publiques)

« Socle commun »
« RAR (Réseau Ambition réussite) »
« Livret de compétences »
« PPRE (Programme personnalisé de réussite éducative) »
« Accompagnement éducatif »
« PRE (Programme de réussite éducative) »
« EPEP » (Etablissement primaire d'enseignement public)

Les « nouveautés » de ces dernières années sont illisibles, incompréhensibles pour les parents, pour les élèves mais également pour les enseignants.

Cela n'est pas un hasard : le Ministère oblige chaque école, chaque collège, chaque lycée à bricoler le contenu de ses réformes qui n'ont pas de définition nationale.

Ainsi, sous des mots pompeux et trompeurs, se cachent des réalisations très différentes selon les établissements. Cela accroît la concurrence et les inégalités entre eux.

2) Comment faire une meilleure école avec moins d'enseignements ?

A l'école primaire, la fin des cours le samedi, c'est deux heures en moins par semaine, ce qui signifie :

- moins de musique, moins d'arts plastiques, moins de sorties pédagogiques, moins de projets collectifs.
- un travail plus intense pour tous avec un programme alourdi à faire en 24h réparties sur 4 jours
- des journées à rallonge pour les élèves considérés en difficulté

puisque pour eux les deux heures de soutien se rajoutent à la journée de classe voire hors temps scolaire sur le temps des vacances.

- moins d'échanges entre les parents et enseignants auxquels le samedi était particulièrement propice !

Au lycée, sans aucune concertation, le ministre veut imposer dès la rentrée 2009 un « lycée à la carte » où certaines disciplines comme

l'histoire géographie ou les sciences économiques et sociales ou les sciences expérimentales (selon les versions successives de la réforme) seraient réduites voire supprimées.

Cette réforme, ce serait :

- moins de matières qui favorisent l'esprit critique
- une concurrence accrue entre lycées au détriment de l'égalité du service public dans tous les territoires

3. Comment croire que la mise en concurrence réduirait les inégalités ?

Pour réduire l'échec scolaire, il faut plus de temps, plus d'enseignants, plus de travail en équipe et plus de formation professionnelle. Mais certainement pas moins d'école. Car les inégalités ne vont pas manquer de s'aggraver entre, d'une part, les plus privilégiés qui continueront à mettre leurs enfants à l'écart dans des établissements d'élite et qui paieront des compléments de cours privés à leurs enfants et, d'autre part, les enfants des quartiers populaires qui devront se débrouiller avec

moins de service public. Car moins d'école c'est moins d'attention pour chacun.

Les réformes Darcos vont aggraver les inégalités car l'offre d'enseignement du primaire au lycée va être de moins en moins uniforme, chaque établissement mettant en place les dispositifs qu'il veut et qu'il peut sous les labels creux lancés par le ministre. Or l'augmentation des différences accentue la concurrence. L'idée du Ministère est de dérégler le service

public pour favoriser la compétition entre les écoles, entre les établissements, mais aussi entre les élèves et entre les enseignants. L'assouplissement de la carte scolaire aggrave encore cette logique. Il n'y a plus une école pour tous mais des écoles différentes pour chacun, dressées les unes contre les autres, ce qui est contraire au principe même de service public qui devrait être le même pour tous et partout.

4. Comment ensemble, parents et enseignants, peut on défendre et améliorer le service public d'éducation ?

Lorsqu'elle est devenue un Service public, l'éducation fut considérée comme un bien essentiel. En irait-il autrement aujourd'hui ? Serait-elle devenue un bien de consommation ordinaire ? Faut-il qu'aussi en matière d'école, on en vienne à faire son marché ?

Nous le refusons et nous engageons pour la défense d'un service public égal pour tous et sur tous les territoires, dans tous les quartiers. Pour que les enfants soient accueillis ensemble à l'école et y trouvent les mêmes possibilités de réussite

scolaire. Pour une formation continue des enseignants de qualité.

Nous avons commencé à nous réunir au printemps 2008. Nous avons pris l'habitude de nous retrouver le samedi matin dans une école, pour le symbole.

Rejoignez-nous !

Prochains rendez-vous :

- ➔ ***Réunion des parents et des enseignants du secteur ouest (vous êtes tous invités !)***
samedi 10 janvier 2009 à 10h00 à la Mairie de Chantenay (Place de la Liberté 44100 Nantes)
- ➔ ***grève éducation en Loire atlantique et manifestation à Nantes aux côtés des lycéens***
jeudi 18 décembre 2008 à 14h00 (lieu à préciser)

Cette lettre a été écrite par des parents et des enseignants des écoles et établissements de l'ouest de l'agglomération nantaise suivants : école Alain Fournier, école de la Mutualité, collège la Durantière, école Lucie Aubrac, école du Plessis Cellier, collège Ernest Renan, école Jacques Prévert, collège Chantenay, école Port Boyer, lycée Carcouët, école de la Bernardière, école Dervallières-Chézine, école la Fraternité, collège le Breil, école de la Crémeterie, école de la Harlière, école Jacqueline Auriol, école de la Contrie, collège Anne de Bretagne, école Maisdon Pajot, école Jean Zay, école Paul Gauguin (Nantes Nord), RASED, école des Châtaigners, école Beauregard, lycée Camus, école Joseph Blanchard, école Alphonse Braud (liste non exhaustive).

Nantes, le 13 décembre 2008

Contact : secteouroest@laposte.net